



Sri Lanka: dangers liés au renvoi des personnes d'origine tamoule

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Adrian Schuster

Weyermannsstrasse 10
Case postale 8154
CH-3001 Berne

T ++41 31 370 75 75
F ++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

Compte dons
CCP 30-1085-7

Berne, 16 juin 2015



Introduction

Sur la base de la demande soumise à l'analyse-pays de l'OSAR, nous avons traité le sujet suivant:

- Existe-t-il des indications que le renvoi forcé des personnes d'origine tamoule provenant du nord ou de l'est du Sri Lanka pourrait conduire à une arrestation ou à des pratiques de torture?

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR observe les développements au Sri Lanka depuis plusieurs années.¹ Les informations qui nous ont été transmises par des spécialistes², les résultats d'une visite d'évaluation sur place en octobre 2014 ainsi que nos propres recherches nous permettent de répondre comme suit à la question ci-dessus.

1 Dangers lors du retour

1.1 Situation actuelle

Nouveau président Sirisena depuis janvier 2015. En janvier 2015, le président sortant *Mahinda Rajapaksa* a perdu de manière surprenante les élections présidentielles au Sri Lanka face à son adversaire. Le nouveau président *Maithripala Sirisena* a suscité certains espoirs de changement depuis sa prise de fonction, selon l'avis d'observateurs, en prenant une série de mesures positives. Selon les indications de *Human Rights Watch* du 26 février 2015, celles-ci incluent par exemple le réexamen de quelques arrestations effectuées en vertu du *Prevention Terrorism Act* (PTA), la levée des restrictions touchant les médias ainsi que la réduction de la censure internet et du contrôle strict des ONG par le ministère de la défense.³ La mise en liberté de la militante *Jeyakumary Balendaran* le 10 mars 2015 a également été considérée comme positive, les conditions restrictives associées à sa libération ayant toutefois été critiquées.⁴ Le militant cinghalais des droits humains Ruki Fernando estime cependant que plusieurs développements alarmants et négatifs sont à relever durant le bref mandat du nouveau président.⁵ La protection des minorités et l'indépendance des autorités de surveillance restent en outre problématiques, selon les indications de *Human Rights Watch*.⁶

¹ www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine.

² Conformément aux normes COI, l'OSAR utilise des sources publiquement accessibles. Si elle ne trouve pas d'information pendant la période limitée que dure sa recherche, elle fait appel à des experts. L'OSAR cite ses sources de façon claire et transparente. Pour des raisons de protection des sources, certaines personnes de contact peuvent être citées sous couvert d'anonymat.

³ Human Rights Watch (HRW), Sri Lanka, Press Ahead on Rights Reforms, 26 février 2015: www.hrw.org/news/2015/02/26/sri-lanka-press-ahead-rights-reforms.

⁴ Sri Lanka Brief, Jeyakumary Balendaran and Six Others Released, 10 mars 2015: www.srilankabrief.org/2015/03/jeyakumary-balendaran-and-six-others-released/.

⁵ Voir aussi ci-dessous. Groundviews, Ruki Fernando, Human Rights and 50 days of Sri Lanka's new Presidency, 2 mars 2015: www.groundviews.org/2015/03/02/human-rights-and-50-days-of-sri-lankas-new-presidency/.

⁶ HRW, Sri Lanka, Press Ahead on Rights Reforms, 26 février 2015.

Présence militaire encore importante au nord. Selon les indications fournies en mars 2015 par Fred Carver de l'ONG *Sri Lanka Campaign for Peace and Justice*, la situation des populations tamoules dans le nord reste très similaire au quotidien à ce qu'elle était avant la prise de fonction du nouveau gouvernement. L'arrivée du nouveau président n'a ainsi été suivie d'aucun changement dans la structure et l'attitude de l'armée, de la police et de l'appareil de sécurité.⁷ Dans un article du *Guardian* du 8 juin 2015, les deux activistes des droits humains et représentants de l'église catholique Rayappu Joseph, évêque de Mannar, et Veerasan Yogeswaran, un prêtre et avocat de Trincomalee, signalent que la présence militaire continue dans le nord et l'est constitue une importante cause d'insécurité pour les minorités. Selon Yogeswaran, la présence militaire et l'influence de l'armée dans les affaires civiles n'ont pas diminué. Au contraire, la présence militaire aurait même été partiellement renforcée en différents endroits.⁸ Une personne de contact mentionnait également, le 27 mars 2015, que la présence militaire au nord reste très importante, bien qu'elle soit moins visible.⁹ *Lieutenant General* Crishante De Silva, le nouvellement nommé *Sri Lanka Army Commander*, annonçait dans le cadre d'une interview réalisée en avril 2015 qu'aucune troupe ou camp militaire ne seraient retranchés du nord du pays.¹⁰ En 2014 et en 2012, diverses sources estimaient que la province du nord comptait encore en moyenne une personne des forces de sécurité militaires ou paramilitaires pour cinq civils.¹¹ Plusieurs personnes de contact rapportaient en octobre 2014 à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés que la présence militaire n'avait pas changé. Bien que certains *Checkpoints* aient été enlevés, les camps militaires dans le nord n'ont souvent été que déplacés. Ils seraient dès lors moins visibles.¹² En 2014, C.V. Wigneswaran, élu *Chief Minister* du *Northern Provincial Council* indiquait à différentes reprises que la militarisation du nord représentait un problème majeur.¹³

Personnes soupçonnées de crimes de guerre promues à des postes élevés dans l'armée. Diverses sources accusent Jagath Dias d'avoir été impliqué en tant qu'officier dans la commission de crimes de guerre pendant le conflit.¹⁴ En 2011, une dénonciation pénale déposée en Suisse provoquait le retour au Sri Lanka de

⁷ Channel 4, *Is Sri Lanka changing under President Sirisena*, 10 mars 2015: www.channel4.com/news/sri-lanka-sirisena-cameron-investigation-tamil-president.

⁸ The Guardian, *Asylum seekers should not be sent back to Sri Lanka yet, say religious leaders*, 8 juin 2015: www.theguardian.com/australia-news/2015/jun/08/asylum-seekers-should-not-be-sent-back-to-sri-lanka-yet-say-religious-leaders.

⁹ Renseignement e-mail d'une personne de contact sur place du 27 mars 2015.

¹⁰ News.lk, *The Official Government News Portal of Sri Lanka, Troops, Camps remain in North – SL Army Commander*, 3 avril 2015: www.news.lk/news/related-news/item/6922-troops-camps-remain-in-north-sl-army-commander.

¹¹ Interview avec une personne de contact sur place en octobre 2014; International Crisis Group (ICG), *The Forever War, Military Control in Sri Lanka's North*, 24 mars 2014: www.blog.crisisgroup.org/asia/2014/03/25/the-forever-war-military-control-in-sri-lankas-north/; Colombo Telegraph, *Notes On The Military Presence In Sri Lanka's Northern Province*, 12 juillet 2012: www.colombotelegraph.com/index.php/notes-on-the-military-presence-in-sri-lankas-northern-province/.

¹² Entretiens avec différentes personnes de contact sur place en octobre 2014.

¹³ The Hindu, *Military presence in Sri Lanka's north is worrisome: Wigneswaran*, 12 juin 2014: www.thehindu.com/news/international/south-asia/military-presence-in-sri-lankas-north-is-worrisome-wigneswaran/article6108055.ece.

¹⁴ Yasmin Sooka / The Bar Human Rights Committee of England and Wales (BHRC) / The International Truth & Justice Project, *Sri Lanka, An Unfinished War, Torture and Sexual Violence in Sri Lanka 2009-2014*, mars 2014, p. 76: https://barhumanrights.org.uk/sites/default/files/documents/news/an_unfinihsed_war._torture_and_sexual_violence_in_sri_lanka_2009-2014_0.pdf.

Jagath Dias, alors ambassadeur adjoint du Sri Lanka pour l'Allemagne, la Suisse et le Vatican. Le 16 septembre 2011, le Ministère public de la Confédération communiquait son intention d'ouvrir une instruction contre Dias au cas où celui-ci retournerait sur le territoire suisse.¹⁵ Selon diverses sources, Jagath Dias occupait depuis fin 2013 la position de commandant du *Security Forces Headquarter* à Mullaitivu, l'ancien fief des *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE).¹⁶ Selon des communiqués du 14 mai 2015, Dias aurait été nommé comme le nouveau «*Chief of Staff*» de l'armée sri-lankaise.¹⁷ *Human Rights Watch* a critiqué cette promotion en mai 2015. Elle soulève en effet des doutes quant à l'intention du nouveau gouvernement d'investiguer sérieusement les allégations concernant des crimes de guerre commis.¹⁸ L'ancien *Sri Lanka Army Commander* Sarath Fonseka, qui commandait l'armée sri-lankaise durant la phase finale du conflit, a été promu par le président Sirisena au haut rang de *Field Marshal*.¹⁹ Les activistes en matière de droits humains discernent également en cette promotion un indice qu'une instruction effective et crédible des crimes de guerre commis paraît douteuse.²⁰

Surveillance continue. Selon un article du 3 mai 2015 du militant des droits humains Ruki Fernando, la liberté de mouvement s'est légèrement améliorée au nord du pays pour les activistes.²¹ Plusieurs militant-e-s des droits humains et personnes de contact sur place ont cependant informé l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés que la surveillance par les forces de sécurité au nord et à l'est du pays persistait encore en 2015.²² Les activités de surveillance ne semblent pas toujours s'opérer avec la même intensité. Une personne de contact avait ainsi noté une surveillance réduite, par rapport à 2014, lors d'une visite dans la région de Mullaitivu en avril 2015.²³ Une autre personne de contact sur place n'avait en revanche relevé aucun changement significatif relatif à la surveillance par les forces de sécurité dans la région du Vanni et spécifiquement dans la région de Mullaitivu.²⁴ Une autre personne de contact d'une ONG internationale rapportait que des enquêteurs civils du *Criminal Investigation Department* (CID) semblent recueillir des informations et pho-

¹⁵ Tages Anzeiger, Posse um sri-lankischen Diplomaten hat ein Ende, 22 septembre 2011: www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Posse-um-sri-lankischen-Diplomaten-hat-ein-Ende/30562637/print.html?comments=1.

¹⁶ Sri Lankan Army, Security Forces Headquarters Mullaitivu, site web, sans date, consulté le 15 mai 2015: www.army.lk/sfhqmlt/News.lk; Colombo Telegraph, Suspected War Criminal Jagath Dias Returns to Mullaitivu, 2 janvier 2014: www.colombotelegraph.com/index.php/suspected-war-criminal-jagath-dias-returns-to-mullaitivu/.

¹⁷ Government of Sri Lanka (GoSL), Ministry of Defence, Major General Jagath Dias appointed as new Army Chief of Staff, 14 mai 2015: www.defence.lk/new.asp?fname=Major_General_Jagath_Dias_appointed_as_new_Army_Chief_of_Staff_20150514_05; Sri Lanka Army, Major General Jagath Dias appointed as new Army Chief of Staff, 14 mai 2015: www.army.lk/detailed.php?NewsId=9735.

¹⁸ HRW, Sri Lanka, New Army Chief a Blow to Justice, 17 mai 2015: www.hrw.org/news/2015/05/17/sri-lanka-new-army-chief-blow-justice.

¹⁹ News.lk, Sarath Fonseka promoted Sri Lanka's first ever Field Marshal, 23 mars 2015: www.news.lk/news/sri-lanka/item/6744-sarath-fonseka-promoted-sri-lanka-s-first-ever-field-marshal.

²⁰ Renseignement d'une personne de contact sur place du 16 juin 2015.

²¹ Groundviews, Ruki Fernando, World Press Freedom day 2015 and Freedom of Expression in Sri Lanka, 3 mai 2015: www.groundviews.org/2015/05/03/world-press-freedom-day-2015-and-freedom-of-expression-in-sri-lanka/.

²² Renseignement d'une personne de contact sur place du 16 juin 2015; Renseignement e-mail d'une personne de contact d'une ONG internationale du 28 mai 2015; Renseignement e-mail d'une personne de contact sur place du 27 mars 2015; Renseignement e-mail d'une personne de contact sur place du 12 février 2015.

²³ Renseignement téléphonique d'une personne de contact d'une ONG internationale du 8 mai 2015.

²⁴ Renseignement e-mail d'une personne de contact sur place du 27 mars 2015.

tographier des personnes dans la même mesure qu'avant janvier 2015. D'après la dite personne de contact, plusieurs incidents de la sorte ont eu lieu lors d'un séjour sur place en mai 2015.²⁵

Les indications récentes émanant de différentes personnes de contact dans le cadre d'un rapport de l'*Immigration and Refugee Board of Canada* du 11 février 2015 dénotent que les forces de sécurité continuent de surveiller et d'examiner la population tamoule dans le but d'identifier les personnes qui présentent des liens avec les LTTE. Selon la même source, toutes les personnes tamoules ne seraient pas surveillées, mais uniquement celles pour lesquelles il existerait, selon les autorités, des «doutes justifiés» concernant un lien avec les LTTE.²⁶ Dans le cadre d'une interview donnée le 3 avril 2015, le *Sri Lanka Army Commander De Silva* signalait que l'armée sri-lankaise était extrêmement vigilante quant à un éventuel nouveau regroupement des LTTE et qu'elle observait la situation avec attention.²⁷ Selon les indications d'une personne de contact datant d'octobre 2014, les autorités surveillent aussi des personnes d'ethnie tamoule provenant du nord lorsqu'elles voyagent vers Colombo.²⁸ Plusieurs personnes de contact sur place alléguaient en octobre 2014 que la surveillance était très élevée, en particulier dans le nord et dans l'est du pays.²⁹

Dans un article du 25 mars 2014, l'*International Crisis Group* souligne que l'armée déclare plus ou moins ouvertement surveiller la population civile au nord du pays.³⁰ Le site web officiel actualisé d'une brigade militaire à Pooneryn indique ainsi que celle-ci surveille et contrôle la population civile et des anciens combattants LTTE.³¹ Selon une personne de contact, l'armée fait de plus en plus fréquemment recours à des employés en tenue civile.³² Selon les indications fournies le 2 mars 2015 par un éminent militant des droits humains au Sri Lanka, les défenseurs des droits humains d'origine tamoule continuent de souffrir d'intimidations et de surveillances des forces de sécurité.³³

Anciens membres des LTTE comme informateurs. Selon différentes sources, les forces de sécurité auraient recours à des ancien-ne-s membres des LTTE et autres «*Rehabs*»³⁴ en qualité d'informatrices et d'informateurs.³⁵ Ce serait la raison pour

²⁵ Renseignement e-mail d'une personne de contact d'une ONG internationale du 28 mai 2015.

²⁶ Immigration and Refugee Board of Canada (IRB), Sri Lanka, Treatment of suspected members or supporters of the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), including information about how many are in detention; whether the government continues to screen Tamils in an attempt to identify LTTE suspects (2011-January 2015), 11 février 2015: www.irb.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=455729&pls=1.

²⁷ News.lk, Troops, Camps remain in North - SL Army Commander, 3 avril 2015.

²⁸ Interview avec des activistes des droits humains sur place en octobre 2014.

²⁹ Entretiens avec plusieurs personnes de contact sur place en octobre 2014.

³⁰ ICG, The Forever War, Military Control in Sri Lanka's North, 24 mars 2014.

³¹ La 661^e brigade de la 66^e division à Pooneryn signale concrètement sur son site web qu'elle contrôle et surveille 6595 personnes de la population civile, 175 *Beneficiaries* et 18 anciens combattants LTTE non réhabilités. Security Force Kilinochchi, 661 Infantry Brigade, site web, sans date, consulté le 15 mai 2015: http://220.247.214.182/sfkillinochchi/661_bde.php.

³² Interview en octobre 2014 avec la personne de contact A d'une représentation diplomatique à Colombo.

³³ Groundviews, Ruki Fernando, Human Rights and 50 days of Sri Lanka's new Presidency, 2 mars 2015.

³⁴ Des anciens membres présumés ou avérés des LTTE, qui ont été libérés des «camps de réhabilitation». Voir à ce sujet aussi Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Situation actuelle, mise à jour, 15 novembre 2012.

³⁵ Renseignement e-mail d'une personne de contact d'une organisation de défense des droits humains sur place du 28 mai 2015; IRB, Sri Lanka, Treatment of suspected members or supporters of

laquelle les forces de sécurité disposent de beaucoup d'informations sur les ex-membres et sympathisant-e-s des LTTE.³⁶ Les forces de sécurité disposent de nombreuses informations sur les habitants locaux, tout particulièrement au nord du pays.³⁷

Surveillance au niveau local. Plusieurs sources relèvent un fort contrôle sur le plan local.³⁸ Selon un article de l'*International Crisis Group* (ICG) du 25 mars 2014, un réseau de camps militaires s'étend sur les territoires relevant de la compétence des *Security Forces Headquarters* à Jaffna, Kilinochchi et Mullaitivu. Certains camps ont été renommés *Civil Affair Offices*. Selon l'ICG, les camps représentent les yeux et les oreilles de l'armée sri-lankaise, à partir desquels opèrent régulièrement des patrouilles armées.³⁹ Selon une ONG locale de défense des droits humains, il était encore obligatoire en octobre 2014 d'annoncer les événements ou les réunions comprenant plus de cinq personnes auprès des *Civil Affair Offices*, afin que leurs représentants puissent y prendre part.⁴⁰ Selon l'ICG, les forces de sécurité ont également ordonné aux hôtels et restaurants d'installer des caméras de surveillance.⁴¹ Selon une personne de contact, l'armée serait présente dans chaque *Divisional Secretary Division*⁴² et saurait précisément et pour chaque village, quelles personnes présentent des connexions avec les LTTE. Ces personnes et les *Rehabs*⁴³ sont soumis à une surveillance particulièrement élevée.⁴⁴

Selon l'appréciation d'une personne de contact en octobre 2014, les activités de renseignement sont profondément enracinées dans la structure des forces de sécurité. La police et l'armée disposeraient ainsi d'unités au niveau local qui exercent des activités de renseignement.⁴⁵ Selon diverses sources, les informatrices et informateurs locaux issus des villages occupent une grande importance pour la surveillance et le contrôle effectif par les forces de sécurité. Des personnes de contact de Jaffna, Trincomalee et Batticaloa confirmaient en octobre 2014 que les services de renseignement militaires étaient très actifs au niveau des villages au nord et à l'est, et qu'ils utilisaient des personnes locales comme sources d'information.⁴⁶ Selon plusieurs personnes de contact, les «*Civil Defense Committees*» seraient un autre facteur dans le cadre de la surveillance de la population locale.⁴⁷ Ceux-ci auraient été créés à l'origine après la fin de la guerre civile et réactivés au plus tard courant

the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), 11 février 2015; Interview avec plusieurs activistes des droits humains dans l'est du Sri Lanka ainsi qu'avec une personne de contact d'une organisation de défense des droits humains sur place en octobre 2014.

³⁶ Entretiens avec différentes personnes de contact au nord du Sri Lanka en octobre 2014.

³⁷ Interview avec une personne de contact d'une organisation de défense des droits humains sur place en octobre 2014.

³⁸ Entretiens avec des personnes de contact sur place en octobre 2014.

³⁹ ICG, *The Forever War, Military Control in Sri Lanka's North*, 24 mars 2014.

⁴⁰ Interview avec la personne de contact d'une ONG de défense des droits humains sur place en octobre 2014.

⁴¹ ICG, *The Forever War, Military Control in Sri Lanka's North*, 24 mars 2014.

⁴² Sous-unités administratives des districts du Sri Lanka.

⁴³ Des anciens membres présumés ou avérés des LTTE, qui ont été libérés des «camps de réhabilitation».

⁴⁴ Interview avec une personne de contact au nord du Sri Lanka en octobre 2014.

⁴⁵ Interview avec une militante en matière de droits humains sur place en octobre 2014.

⁴⁶ Entretiens avec des personnes de contact dans plusieurs régions de l'est du Sri Lanka, ainsi qu'avec une personne de contact d'une ONG de défense des droits humains sur place en octobre 2014.

⁴⁷ Entretiens avec des personnes de contact d'une ONG internationale et d'une organisation internationale sur place en octobre 2014.

2012, afin de surveiller, avec l'aide de membres locaux de la population civile⁴⁸, les menaces à la sécurité dans les communes.⁴⁹ Selon les indications de personnes de contact sur place et d'autres sources, les comités étaient encore actifs fin 2014 sur une grande partie du territoire sri-lankais.⁵⁰ Tant la police que des représentant-e-s des autorités seraient impliqué-e-s dans les comités. Le rôle exact des comités reste indéterminé.⁵¹

Surveillance particulière des anciens membres présumés ou avérés des LTTE et des Rehabs⁵². Selon différentes personnes de contact sur place, ce sont surtout les anciens membres présumés des LTTE qui feraient l'objet de fortes surveillances.⁵³ Les anciens «*Rehabs*» seraient accompagnés de près et devraient s'annoncer régulièrement auprès des forces de sécurité.⁵⁴ Selon les indications fournies par une personne de contact en octobre 2014, les personnes qui présentent un quelconque lien présumé avec les LTTE, ainsi que celles qui se plaignent des services publics ou expriment des critiques à l'encontre du gouvernement, attireraient l'attention des forces de sécurité et seraient contrôlées et surveillées. Selon ladite personne de contact, ces personnes sont en tout temps exposées au risque d'être accusées d'appartenir aux LTTE.⁵⁵ Le *Terrorist Investigation Department* (TID) et le *Criminal Investigation Department* (CID) sont, selon les indications d'une personne de contact, principalement actifs concernant les anciens *Rehabs* et les personnes connues comme des activistes. Celles-ci seraient constamment recherchées par les forces de sécurité.⁵⁶ Selon les informations obtenues d'une personne de contact d'une représentation diplomatique en octobre 2014, les familles des *Rehabs* sont aussi particulièrement surveillées.⁵⁷

Exactions et intimidations contre les activistes, le secteur des médias et la population locale d'origine tamoule. Plusieurs attaques et autres incidents ont été répertoriés au cours des derniers mois. Le 2 mai 2015, un journaliste a été agressé par un politicien local parce qu'il avait rapporté des déficiences dans un établissement de santé local.⁵⁸ Un éminent commentateur politique et professeur d'université a dû être hospitalisé suite à une attaque subie le 1^{er} mai 2015 à Colombo par un

⁴⁸ Ce seraient généralement les plus anciens du village qui intégreraient les comités.

⁴⁹ Interview avec la personne de contact d'une ONG internationale sur place en octobre 2014; Island, National Civil Defense Committees to be reactivated, 14 juillet 2012: www.island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=56840; GoSL, Ministry of Defence, Civil Security Committees to be re-activated, 32- August 2011: www.defence.lk/new.asp?fname=20110824_01.

⁵⁰ Entretiens avec des personnes de contact d'une ONG internationale et d'une organisation internationale sur place en octobre 2014.

⁵¹ Interview avec la personne de contact d'une ONG internationale sur place en octobre 2014.

⁵² Anciens membres présumés ou avérés des LTTE, qui ont été libérés des «camps de réhabilitation». Voir à ce sujet aussi Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Situation actuelle, mise à jour, 15 novembre 2012.

⁵³ Entretiens avec la personne de contact d'une ONG au nord du Sri Lanka, avec une personne de contact d'une ONG de défense des droits humains sur place, ainsi qu'avec une personne de contact dans l'est du Sri Lanka en octobre 2014.

⁵⁴ Interview avec une personne de contact dans l'est du Sri Lanka en octobre 2014.

⁵⁵ Interview avec la personne de contact d'une ONG dans le nord du Sri Lanka en octobre 2014.

⁵⁶ Interview avec une personne de contact dans le nord du Sri Lanka en octobre 2014.

⁵⁷ Interview avec la personne de contact d'une représentation diplomatique à Colombo en octobre 2014.

⁵⁸ Groundviews, Ruki Fernando, World Press Freedom day 2015 and Freedom of Expression in Sri Lanka, 3 mai 2015.

groupe de partisans de l'ancien président.⁵⁹ Le 26 mars 2015, Krishapillai Devarasa, le président du *Vavuniya Citizen Committee*, a été convoqué par le TID. Devarasa était un important organisateur de diverses manifestations de proches de personnes disparues au nord et à l'est. Il a été violemment attaqué par des inconnus en automne 2014 après avoir reçu des menaces répétées.⁶⁰ En mars 2015, plusieurs personnes ont été arrêtées par la police à Colombo pendant la sonorisation d'un film traitant de la militarisation. Le matériel de studio a été confisqué.⁶¹ Dans la province orientale, la famille d'une activiste musulmane continue à subir des actes d'harcèlement et d'intimidation, après que la militante ait exprimé son point de vue sur la libéralisation du travail du sexe en 2012.⁶²

Reporters sans frontières a exprimé son inquiétude le 29 avril 2015 quant à la reprise par les autorités sri-lankaises de leurs activités d'intimidation des journalistes tamoul-e-s.⁶³ Un journaliste tamoul a été empêché de rapporter une discussion relative à la contamination des eaux. Un autre journaliste tamoul a été arrêté à Jaffna le 23 avril 2015.⁶⁴ Quatre journalistes tamouls ont été convoqués sans explications à des interrogatoires de police à Mannar et Vavuniya.⁶⁵ Un autre journaliste tamoul a été interrogé le 26 avril 2015 sur des articles critiques envers le gouvernement parus en 2009, puis a été inculpé pour la publication de fausses déclarations.⁶⁶ A Jaffna, un reporter du journal *Uthayan* a été arrêté le 8 avril 2015, parce qu'il avait rapporté des violences policières à Jaffna. Le 7 avril 2015, trois journalistes tamouls ont été menacés par des policiers armés de couteaux, alors qu'ils voulaient rendre compte d'une protestation contre une pollution par les hydrocarbures.⁶⁷ En avril 2015, le vice-chancelier de l'Université de Jaffna avait en outre interdit la tenue d'un débat public sur la fin du conflit par un professeur universitaire.⁶⁸ Des collaborateurs des services secrets ont interrogé en février 2015 une personne locale à Batticaloa, après qu'elle ait organisé une réunion d'activistes et d'un groupe de prêtres avec une communauté villageoise locale. Il est par ailleurs fait état de diverses intimidations envers des militant-e-s.⁶⁹ Enfin, des habitant-e-s déplacé-e-s de la région Valikamam Nord auraient été menacé-e-s par des militaires à Jaffna quelques semaines après l'élection du nouveau président, après s'être exprimé-e-s quant à leur volonté

⁵⁹ Sri Lanka Brief, Dr Nirmal Ranjith Devasiri Hospitalised Following Attack at Wimal – Vasu May Day Rally, 1^{er} mai 2015: <http://srilankabrief.org/2015/05/dr-nirmal-ranjith-devasiri-hospitalised-following-attack-at-wimal-vasu-may-day-rally/>.

⁶⁰ Sri Lanka Mirror, Head of the Vavuniya citizen's committee Krishnapillai Devarasa has been summoned to appear before the TID, 31 mars 2015: www.srilankamirror.com/news/item/3105-vavuniya-citizen-s-committee-head-to-tid.

⁶¹ Groundviews, Ruki Fernando, World Press Freedom day 2015 and Freedom of Expression in Sri Lanka, 3 mai 2015.

⁶² Ibid.

⁶³ Reporters Without Borders, Concern over Police Harrassment of Tamil Journalists, 29 avril 2015: <https://en.rsf.org/sri-lanka-concern-over-police-harrassment-of-29-04-2015,47830.html>.

⁶⁴ Groundviews, Ruki Fernando, World Press Freedom day 2015 and Freedom of Expression in Sri Lanka, 3 mai 2015.

⁶⁵ Reporters Without Borders, Concern over Police Harrassment of Tamil Journalists, 29 avril 2015.

⁶⁶ Ibid.; Groundviews, Ruki Fernando, World Press Freedom day 2015 and Freedom of Expression in Sri Lanka, 3 mai 2015.

⁶⁷ Groundviews, Ruki Fernando, World Press Freedom day 2015 and Freedom of Expression in Sri Lanka, 3 mai 2015; Sri Lanka Brief, Sri Lankan Police at War with Tamil Journalists in Jaffna, 10 avril 2015: <http://srilankabrief.org/2015/04/sri-lankan-police-at-war-with-tamil-journalists-in-jaffna/>.

⁶⁸ Groundviews, Ruki Fernando, World Press Freedom day 2015 and Freedom of Expression in Sri Lanka, 3 mai 2015.

⁶⁹ Groundviews, Ruki Fernando, Human Rights and 50 days of Sri Lanka's new Presidency, 2 mars 2015.

de retourner vers les territoires situés à l'intérieur de la zone d'exclusion militaire («*High Security Zone*») à l'occasion de la visite de *Hugo Swire*, le *Minister of State* du *Foreign and Commonwealth Office* britannique.⁷⁰ Dans un article du *Guardian* du 8 juin 2015, le militant des droits humains et prêtre catholique de Trincomalee, Veerasan Yogeswaran, alléguait que les membres de minorités restaient soumis à des actes d'intimidation et de harcèlement par les forces de sécurité.⁷¹

Exactions et intimidations contre des anciens membres présumés des LTTE et leurs familles. Il existe diverses indications selon lesquelles les anciens membres présumés des LTTE et leurs proches resteraient au centre de l'attention des forces de sécurité et seraient la cible d'exactions. Selon les informations fournies le 25 mai 2015 par *TamilNet*, des militaires sri-lankais auraient parcouru durant cinq jours différents villages aux alentours de Batticaloa, passant de maison en maison avec des listes de noms d'anciens membres des LTTE. Ils auraient ainsi recueilli des informations détaillées auprès des villageois.⁷² Selon un article du journal *Tamil Guardian*, une ancienne combattante des LTTE, qui travaille comme enseignante préscolaire à Puthukudiyiruppu près de Mullaitivu, aurait été enlevée le 11 mars 2015 par un membre tamoul de la *Civil Defence Force*, une unité auxiliaire paramilitaire des forces de sécurité sri-lankaises. L'article mentionne encore que la femme a été hospitalisée le lendemain.⁷³ Selon les propos tenus en mars 2015 par des anciens membres des LTTE, ceux-ci, ainsi que leurs familles, seraient régulièrement harcelés, interrogés et menacés par les forces de sécurité, et ce aussi après le changement de gouvernement.⁷⁴ *Amnesty International* soulignait en octobre 2014 que des anciens membres des LTTE ainsi que des personnes suspectées d'avoir des liens avec les LTTE sont exposés à des abus systématiques, à la torture et à des violences sexuelles. Les victimes touchées auraient en outre rapporté à *Amnesty International* que leurs familles souffriraient aussi d'exactions et de mauvais traitements.⁷⁵ La *British High Commission* à Colombo relevait le 16 avril 2014 l'existence de nombreux rapports d'arrestations et de mauvais traitements infligés aux membres féminins de la famille de prétendus anciens adhérents des LTTE.⁷⁶ Selon les informations fournies en octobre 2014 par des personnes de contact d'une ONG active dans le domaine de la violence envers les femmes, des anciennes *Rehabs*⁷⁷ seraient encore très souvent victimes de violence sexuelle de la part des militaires. Selon les

⁷⁰ Groundviews, Ruki Fernando, World Press Freedom day 2015 and Freedom of Expression in Sri Lanka, 3 mai 2015; *Tamil Guardian*, Sri Lankan military threatens Vali North residents ahead of UK minister visit, 28 janvier 2015: www.tamilguardian.com/article.asp?articleid=13596.

⁷¹ *The Guardian*, Asylum seekers should not be sent back to Sri Lanka yet, say religious leaders, 8 juin 2015.

⁷² *TamilNet*, SL military collects details of family members of ex-LTTE activists in Batticaloa, 25 mai 2015: www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=37784.

⁷³ *Tamil Guardian*, Former LTTE fighter abducted by Civil Defence Force member, 12 mars 2015: www.tamilguardian.com/article.asp?articleid=14060.

⁷⁴ *TamilNet*, SL military harassment continues to target ex-LTTE members in Vanni, 29 mars 2015: www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=37711.

⁷⁵ *Amnesty International* (AI), Ensuring Justice: Protecting Human Rights for Sri Lanka's Future, 7 octobre 2014, p. 10: www.amnesty.org/download/Documents/8000/asa370112014en.pdf.

⁷⁶ UK Home Office, Country Information and Guidance, Sri Lanka, Tamil Separatism, 28 août 2014, p. 42: www.ecoi.net/file_upload/1930_1409221654_cig-sri-lanka-tamil-separatism-v1-0e.pdf.

⁷⁷ Anciens membres présumés ou avérés des LTTE, qui ont été libérés des «camps de réhabilitation». Voir à ce sujet aussi Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Situation actuelle, mise à jour, 15 novembre 2012.

personnes de contact, les militaires célèbreraient des «Parties» auxquelles ils convoqueraient des anciennes *Rehabs*, soumettant celles-ci à des abus sexuels.⁷⁸

Exactions contre les membres de la famille de personnes issues de la diaspora. La *British High Commission* à Colombo relevait le 16 avril 2014 que certains proches de membres actifs de la diaspora tamoule en Suisse avaient été la cible d'arrestations et de mauvais traitements de la part des forces de sécurité en mars et en avril 2014.⁷⁹ Plusieurs personnes de contact confirmaient en octobre 2014 que les membres de la famille de personnes issues de la diaspora sont la cible d'exactions.⁸⁰ Une personne de contact d'une ONG de droits humains au nord-est du Sri Lanka est ainsi au courant d'un cas concernant la famille d'un ancien membre des LTTE vivant en Suisse. En raison de cette personne à l'étranger, la famille serait soumise à des interrogatoires fréquents et autres tracasseries de la part des forces de sécurité. La même source relève que les personnes suspectées de liens avec les LTTE depuis l'étranger seraient souvent interpellées la nuit et interrogées par les forces de sécurité. Lors de ces interrogatoires, les forces de sécurité utiliseraient de manière délibérée uniquement des surnoms entre eux, afin de ne pas être identifiés au cas où les personnes touchées porteraient plainte auprès de la police.⁸¹

EDPD et TMVP et coopération avec les forces de sécurité. Plusieurs personnes de contact indiquaient en octobre 2014 que le parti tamoul EPDP (*Eelam People's Democratic Party*) travaille en étroite collaboration avec les forces de sécurité au nord du pays, leur fournissant des informations.⁸² Selon les affirmations d'une autre personne de contact rencontrée en octobre 2014, il aurait souvent été fait recours à l'EPDP pour exécuter des agressions ou des intimidations violentes.⁸³ L'EPDP serait notamment intervenu contre des familles identifiées comme sympathisantes des LTTE.⁸⁴ A l'est, ce sont les deux factions du TMVP (*People's National Liberation Tigers*) qui seraient en revanche directement impliquées dans des activités de surveillance, selon les indications de personnes de contact en octobre 2014.⁸⁵ L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés a obtenu des informations différentes relatives aux formes de coopération actuelles. Selon les indications fournies le 2 juin 2015 par une personne de contact d'une ONG internationale – qui était active sur place en mai et juin 2015 et en relation avec plusieurs activistes – il existe des rumeurs selon lesquelles l'EPDP continuerait de coopérer avec les forces de sécurité.⁸⁶ Une personne de contact d'une organisation de défense des droits humains sur

⁷⁸ Interview en octobre 2014 avec des personnes de contact d'une ONG sur place, active dans le domaine de la violence à l'encontre des femmes.

⁷⁹ UK Home Office, Country Information and Guidance, Sri Lanka, Tamil Separatism, 28 août 2014, p. 42.

⁸⁰ Entretiens avec la personne de contact D d'une représentation diplomatique à Colombo et avec une personne de contact d'une organisation de défense des droits humains au nord-est du Sri Lanka en octobre 2014.

⁸¹ Entretien avec la personne de contact d'une organisation de défense des droits humains au nord-est du Sri Lanka en octobre 2014.

⁸² Entretiens avec la personne de contact d'une représentation diplomatique à Colombo ainsi qu'avec une militante des droits humains sur place en octobre 2014.

⁸³ Interview avec une militante des droits humains sur place en octobre 2014.

⁸⁴ Interview en octobre 2014 avec la personne de contact d'une représentation diplomatique à Colombo.

⁸⁵ Distinguées d'après leurs dirigeants respectifs Pillayan et Karuna. Interview avec une activiste des droits humains et la personne de contact d'une organisation de défense des droits humains au nord-est du Sri Lanka en octobre 2014.

⁸⁶ Renseignement e-mail d'une personne de contact d'une ONG internationale du 2 juin 2015.

place indiquait à son tour le 28 mai 2015 à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés que la coopération persistait entre les forces de sécurité et les différents groupes.⁸⁷

Prevention of Terrorism Act (PTA) et arrestations. Le PTA reste en vigueur aussi sous le nouveau gouvernement.⁸⁸ D'après les allégations du président du *Council of NGO* du 14 janvier 2015, il arrive encore, bien que dans une mesure plus réduite, que des personnes tamoules ayant des prétendus liens avec les LTTE soient arrêtées et emprisonnées.⁸⁹ *Amnesty International* signalait le 25 février 2015 que les personnes tamoules soupçonnées d'entretenir un quelconque lien avec les LTTE sont arrêtées en vertu du PTA et maintenues en détention.⁹⁰ Le 2 mars 2015, une citoyenne française, ancienne membre des LTTE, a ainsi été arrêtée par le *Terrorist Investigation Department* (TID) lors de son départ à l'aéroport de Colombo, sa détention ayant ensuite été prolongée en application du PTA. Selon un article de journal du 14 mars 2015, la femme aurait été remise en liberté sous caution par un tribunal. Selon la même source, son passeport aurait été confisqué et elle doit se présenter chaque semaine auprès d'un poste de police.⁹¹

Le PTA prévoit, d'après *Amnesty International*, une détention administrative prolongée. Le fardeau de la preuve incombe en outre aux personnes détenues lorsqu'elles allèguent avoir été soumises à la torture ou à des mauvais traitements. *Amnesty International* note dans son rapport annuel de février 2015 que le PTA est utilisé pour restreindre la liberté d'expression et de réunion ainsi que pour emprisonner les personnes émettant des critiques contre le gouvernement.⁹² Plusieurs ONG mentionnent qu'en mars 2015, entre 280 et 300 personnes seraient encore détenues en application du PTA.⁹³ Selon un rapport de l'*US Department of State* (USDOS) du 27 février 2014, les services secrets militaires sri-lankais et d'autres forces de sécurité, parfois en collaboration avec des groupes paramilitaires, sont chargés des arrestations documentées et non-documentées de civils suspectés de présenter des liens avec les LTTE.⁹⁴ Selon les propos tenus en avril 2015 par le politicien Selvarajah du *Tamil National Alliance* (TNA), depuis le changement de gouvernement, environ 15 personnes auraient été arrêtées illégalement («*unlawful arrests*») rien qu'à Batticaloa.⁹⁵ Des informations plus détaillées au sujet de ces arrestations n'ont cependant pas pu être trouvées dans le cadre de ce renseignement.

⁸⁷ Renseignement e-mail d'une personne de contact d'une organisation de défense des droits humains sur place du 28 mai 2015.

⁸⁸ HRW, Sri Lanka, Press Ahead on Rights Reforms, 26 février 2015.

⁸⁹ IRB, Sri Lanka, Treatment of suspected members or supporters of the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), 11 février 2015.

⁹⁰ AI, Amnesty International Report 2014/15 - The State of the World's Human Rights - Sri Lanka, 25 février 2015: www.amnesty.org/en/countries/asia-and-the-pacific/sri-lanka/report-sri-lanka/.

⁹¹ Colombo Page, Sri Lanka Court releases former LTTE Women's wing leader, 14 mars 2015: www.colombopage.com/archive_15A/Mar14_1426273604CH.php.

⁹² AI, Amnesty International Report 2014/15 - Sri Lanka, 25 février 2015.

⁹³ International Federation for Human Rights, Sri Lanka, Release on bail of Ms. Balendran Jeyakumary after 362 days in detention without charge, 20 mars 2015: www.fidh.org/International-Federation-for-Human-Rights/asia/sri-lanka/sri-lanka-release-on-bail-of-ms-balendran-jeyakumary-after-362-days; Sri Lanka Brief, Jeyakumary Balendran and Six Others Released, 10 mars 2015: www.srilankabrief.org/2015/03/jeyakumary-balendran-and-six-others-released/; UCA News, Sri Lanka releases prominent Tamil Rights Activist on Bail, 11 mars 2015: www.ucanews.com/news/sri-lanka-releases-prominent-tamil-rights-activist-on-bail/73151.

⁹⁴ US Department of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2013 – Sri Lanka, 27 février 2014: www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dldid=220404.

⁹⁵ Ceylon Today, Unlawful Arrests in East continue, 16 avril 2015: <http://ceylontoday.lk/51-90095-news-detail-unlawful-arrests-in-east-continue-tna-mp.html>.

Torture, violence sexuelle et mauvais traitements en détention et dans les camps de réhabilitation. Selon les indications de plusieurs sources, la torture, la violence sexuelle et d'autres mauvais traitements seraient encore des pratiques très répandues en détention et lors d'interrogatoires.⁹⁶ En 2015 également, la torture a été pratiquée à plusieurs reprises en détention.⁹⁷ Selon *Amnesty International*, tant les adultes que les jeunes subiraient des tortures en prison. La torture serait utilisée dans le cadre d'opérations de sécurité, mais aussi contre des criminels suspectés lors de procédures pénales ordinaires.⁹⁸ Selon un rapport de l'*International Bar Association* du 24 février 2015, il serait souvent fait recours à la torture, aussi dans les camps de réhabilitation pour des anciens membres des LTTE. Approximativement un quart des personnes interrogées en 2014 qui ont passé par les camps de réhabilitation aurait admis y avoir subi des tortures ou des traitements cruels, inhumains ou dégradants.⁹⁹ L'USDOS relève l'existence de rapports selon lesquels les autorités menaceraient massivement les personnes libérées de prison. Ces dernières recevraient des menaces de mort ou relatives à une nouvelle mise en détention au cas où elles révéleraient des informations quant à leur détention ou leur arrestation.¹⁰⁰ Selon les indications d'une personne de contact sur place obtenues en octobre 2014, le traitement médical des victimes de torture est souvent refusé par les médecins au Sri Lanka. Tant les victimes tamoules que cinghalaises ont peur de s'adresser aux hôpitaux publics, craignant de subir à nouveau des mauvais traitements par des acteurs étatiques. Elles se dirigent dès lors fréquemment vers les médecins privés. Les cas de torture sont par conséquent rarement dénoncés au Sri Lanka. Une plainte nécessite en effet une preuve médicale émise par un médecin public au Sri Lanka.¹⁰¹

Exécutions extrajudiciaires et décès en détention. Selon les informations fournies le 2 mars 2015 par l'activiste en matière de droits humains Ruki Fernando, des cas de torture et des décès suspects en garde à vue ont été révélés aussi après la prise de fonction du nouveau président. Au moins deux personnes seraient ainsi décédées en garde à vue jusqu'à mars 2015.¹⁰² L'*Asian Human Rights Commission* (AHRC) rapportait deux autres décès en détention le 4 et le 18 mars 2015 dans la *Dummalasuriya Police Station* du district de Kurunegalle et dans la *Ja-Ella Police*

⁹⁶ Renseignement d'une personne de contact sur place du 16 juin 2015; HRW, Sri Lanka, Press Ahead on Rights Reforms, 26 février 2015; AI, Amnesty International Report 2014/15 - Sri Lanka, 25 février 2015; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2013 – Sri Lanka, 27 février 2014; HRW, We Will Teach You a Lesson, 26 février 2013: www.hrw.org/news/2013/02/26/sri-lanka-rape-tamil-detainees.

⁹⁷ Renseignement d'une personne de contact sur place du 16 juin 2015; Asian Human Rights Commission (AHRC), Sri Lanka, Independent investigation needed for Sameera's extrajudicial killing, 24 mars 2015: www.humanrights.asia/news/urgent-appeals/AHRC-UAC-020-2015; AHRC, Sri Lanka, Custodial death at Dummalasuriya Police Station must be independently investigated, 10 mars 2015: www.humanrights.asia/news/urgent-appeals/AHRC-UAC-013-2015; Groundviews, Ruki Fernando, Human Rights and 50 days of Sri Lanka's new Presidency, 2 mars 2015.

⁹⁸ AI, Amnesty International Report 2014/15 - Sri Lanka, 25 février 2015.

⁹⁹ International Bar Association, Written statement submitted by the International Bar Association, non-governmental organization in special consultative status; Human Rights abuses in Sri Lankan rehabilitation camps: arbitrary detention, surveillance and intimidation, 24 février 2015: www.ecoi.net/file_upload/1930_1425026147_g1503447.pdf.

¹⁰⁰ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2013 – Sri Lanka, 27 février 2014.

¹⁰¹ Interview avec une personne de contact sur place en octobre 2014.

¹⁰² Une personne à Suriyawewa au sud et l'autre personne à Thalawakele dans la province centrale. Groundviews, Ruki Fernando, Human Rights and 50 days of Sri Lanka's new Presidency, 2 mars 2015.

Station du district de Gampaha.¹⁰³ Selon l'AHRC, des morceaux de corps humain présentant des traces de torture ont été retrouvés en divers endroits du Sri Lanka entre le 14 et le 18 mars 2015. D'après l'AHRC, certains indices indiqueraient qu'il s'agit d'exécutions extrajudiciaires perpétrées par les forces de sécurité étatiques.¹⁰⁴ Le *UK Foreign and Commonwealth Office* relevait également, dans son rapport annuel actuel du 12 mars 2015, le reproche fait aux forces de sécurité d'avoir commis illégalement des exécutions extrajudiciaires. L'AHRC signale notamment qu'en 2014, un jeune homme de 17 ans aurait été gravement torturé en détention en compagnie de son frère et d'autres membres de sa famille. Vu que tout traitement médical lui a été refusé, il est ensuite décédé en détention préventive.¹⁰⁵

1.2 Retour

Screening à l'aéroport. Selon le rapport de *Yasmin Sooka*¹⁰⁶ et al. de mars 2014, le *Criminal Investigation Department* (CID) serait présent 24 heures sur 24 à l'aéroport de Colombo. L'aéroport serait donc un lieu critique pour les personnes retournant au Sri Lanka après avoir déposé une demande d'asile à l'étranger, elles y sont soumises à un risque particulier.¹⁰⁷ Selon une personne de contact d'une représentation diplomatique, l'aéroport constitue un goulot d'étranglement pour les personnes renvoyées.¹⁰⁸ Différentes personnes de contact ont relevé que les processus de contrôle par les autorités sri-lankaises des personnes renvoyées à l'aéroport de Colombo seraient encore semblables à ce que décrivait déjà l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés en 2012.¹⁰⁹ En règle générale, ces personnes seraient d'abord questionnées par des employé-e-s de l'autorité d'immigration (*Department of Immigration & Emigration*, DIE). Elles sont ensuite interrogées et examinées par le *State Intelligence Service* (SIS) puis par le CID. En cas de soupçons, le *Terrorist Investigation Department* (TID) intervient et se charge de poursuivre les interrogatoires. Selon

¹⁰³ AHRC, Sri Lanka, Independent investigation needed for Sameera's extrajudicial killing, 24 mars 2015: www.humanrights.asia/news/urgent-appeals/AHRC-UAC-020-2015; AHRC, Sri Lanka, Custodial death at Dummalasuriya Police Station must be independently investigated, 10 mars 2015: www.humanrights.asia/news/urgent-appeals/AHRC-UAC-013-2015.

¹⁰⁴ AHRC, Sri Lanka, Efficient police investigation needed into mysterious deaths and the dismembered human body parts found scattered in several parts of the country, 20 mars 2015: www.humanrights.asia/news/urgent-appeals/AHRC-UAC-019-2015.

¹⁰⁵ UK Foreign and Commonwealth Office, Human Rights and Democracy Report 2014 – Section XII: Human Rights in Countries of Concern – Sri Lanka, 12 mars 2015: www.gov.uk/government/publications/sri-lanka-country-of-concern--2/sri-lanka-country-of-concern#torture-and-cruel-inhuman-or-degrading-treatment.

¹⁰⁶ Yasmin Sooka est une avocate renommée en matière de droits humains et *Executive Director* de la *Foundation for Human Rights in South Africa*. Elle est une experte internationale de premier plan dans le domaine de la justice transitionnelle. De 2010 à 2011, elle était l'une des trois membres du groupe d'experts de l'ONU qui conseillait le Secrétaire général des Nations Unies sur la responsabilité des crimes de guerre durant la dernière phase du conflit au Sri Lanka. Elle a publié divers rapports sur le Sri Lanka en 2014. Yasmin Sooka a fait partie de la *South African Truth and Reconciliation Commission* de 1996 à 2001, puis de la *Truth and Reconciliation Commission of Sierra Leone* entre 2002 et 2004. Membre de l'*Advisory Body* relatif à la résolution 1325 des Nations Unies, elle était aussi membre de plusieurs missions consultatives de l'ONU concernant la justice transitionnelle en Afghanistan, au Burundi, au Kenya, au Népal et en Ouganda. En outre, elle conseille régulièrement le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse.

¹⁰⁷ Yasmin Sooka / BHRC / International Truth & Justice Project, Sri Lanka, *An Unfinished War*, 21 mars 2014, p. 19.

¹⁰⁸ Interview avec la personne de contact B d'une représentation diplomatique à Colombo en octobre 2014.

¹⁰⁹ Interview avec les personnes de contact B et D d'une représentation diplomatique à Colombo ainsi qu'avec la personne de contact d'une organisation internationale sur place en octobre 2014. OSAR, Situation actuelle, mise à jour, 15 novembre 2012, p. 19s.

une personne de contact d'une représentation diplomatique, il serait cependant aussi possible qu'une personne ne soit parfois interrogée que par une ou deux de ces instances, si ce n'est par toutes les instances. Chaque personne est interrogée séparément de manière individuelle par les autorités.¹¹⁰ Les interrogatoires et inspections peuvent durer plus longtemps lorsque les autorités vérifient l'origine de la personne.¹¹¹ Selon un article paru le 8 mars 2015 dans le *Ceylon Today*, les forces de sécurité interrogent et contrôlent spécialement les Tamoul-e-s rapatrié-e-s à l'aéroport pendant des heures. Ruwan Gunasekera, l'*Acting Police Spokesman*, déclarait au journal *Ceylon Today* que toutes les personnes suspectes, et pas seulement celles d'origine tamoule, étaient interrogées par les autorités à l'aéroport de Colombo.¹¹²

«**Black List**», «**Stop List**» et «**Watch List**». Selon plusieurs sources, les autorités de sécurité contrôlent à l'aéroport, par le biais de bases de données informatiques, si les personnes renvoyées sont inscrites sur différentes listes de personnes recherchées. Selon la source, il est fait allusion à une «*Black List*» ou une «*Stop List*», ainsi qu'à une «*Watch List*» ou, de manière générale, à une liste de personnes recherchées.¹¹³ Selon diverses sources, sur la «*Black List*» ou la «*Stop List*» sont inscrites les personnes suspectées de liens avec les LTTE ou d'activités terroristes, mais également les personnes sous le coup d'une décision judiciaire ou d'un mandat d'arrêt.¹¹⁴ Une autre personne de contact mentionnait en octobre 2014 que les autorités contrôlent l'identité des personnes inscrites sur une liste comprenant des personnes recherchées. Seraient inscrites sur une telle liste les personnes sous le coup d'une procédure judiciaire pendante ou de crédits en cours, ainsi que celles qui auraient des connexions avec les LTTE.¹¹⁵ La vérification serait en outre faite, si une personne a quitté le Sri Lanka de manière illégale.¹¹⁶

Selon diverses sources, une inscription dans la «*Black List*» peut mener à l'arrestation de la personne lors de son retour.¹¹⁷ D'après Malcolm Lewis¹¹⁸ de l'*UK Border Agency*, les personnes retournées inscrites sur la «*Stop List*» sont empêchées de poursuivre leur voyage.¹¹⁹ Une personne de contact de l'ambassade suisse indiquait en décembre 2012 que les personnes renvoyées contre lesquelles une

¹¹⁰ Interview avec la personne de contact D d'une représentation diplomatique à Colombo en octobre 2014.

¹¹¹ Interview avec la personne de contact B d'une représentation diplomatique à Colombo en octobre 2014.

¹¹² *Ceylon Today*, «Don't return to Sri Lanka» – Premachandran warns Tamil Diaspora, 8 mars 2015: www.ceylontoday.lk/51-86712-news-detail-dont-return-to-sri-lanka-premachandran-warns-tamil-diaspora.html.

¹¹³ Interview avec plusieurs personnes de contact au Sri Lanka en octobre 2014; United Kingdom (UK), Upper Tribunal (Immigration and Asylum Chamber), GJ and Others (post-civil war: returnees) Sri Lanka CG v. Secretary of State for the Home Department, [2013] UKUT 00319 (IAC), 3 juillet 2013, p. 18, 31, 32ss., 187: www.refworld.org/docid/51da951c4.html; UK Home Office, Bulletin, Treatment of Returns, Sri Lanka, 20 décembre 2012, p. 39: www.ecoi.net/file_upload/1226_1357114630_bulletin-december.pdf.

¹¹⁴ Interview avec plusieurs personnes de contact au Sri Lanka en octobre 2014; Rivira, 12 octobre 2014, p. 14-15: www.rivira.lk/epaper/sunday/2014/10/12/index.html#14/z; UK, Upper Tribunal (Immigration and Asylum Chamber), GJ and Others, 3 juillet 2013, p. 18 et 32ss.

¹¹⁵ Interview avec la personne de contact d'une organisation internationale en octobre 2014; UK Home Office, Bulletin, Treatment of Returns, Sri Lanka, 20 décembre 2012, p. 44.

¹¹⁶ UK Home Office, Bulletin, Treatment of Returns, Sri Lanka, 20 décembre 2012, p. 38.

¹¹⁷ Interview avec différentes personnes de contact au Sri Lanka en octobre 2014.

¹¹⁸ Malcolm Lewis était le *Country Manager* du *Returns Team* du *Migration Directorate* du *Foreign and Commonwealth Office* en 2013.

¹¹⁹ UK, Upper Tribunal (Immigration and Asylum Chamber), GJ and Others, 3 juillet 2013, p. 18.

procédure judiciaire a été ouverte, ou lors de soupçons de traite ou de trafic d'être humains, sont arrêtées.¹²⁰ Différentes sources relèvent que les personnes arrêtées à l'aéroport sont généralement transférées vers la ville de Negombo, située à 40 kilomètres au nord de Colombo, afin qu'elles y soient traduites en justice.¹²¹ Les personnes inscrites sur la «*Watch List*» ne sont pas arrêtées à l'aéroport, selon les indications de Malcolm Lewis de l'*UK Border Agency*, mais elles sont par la suite surveillées par les autorités de sécurité.¹²² Chris Smith¹²³ estime que la «*Watch List*» fait partie intégrante d'une base de données électronique qui alerte les autorités lorsque des personnes renvoyées présentent un profil suspect («*adverse interest*»). Une surveillance cachée serait par là même déclenchée.¹²⁴

Informations remontant à plusieurs années contenues dans les bases de données. Différentes informations circulent quant aux bases de données existantes, quelles autorités y ont accès et à quelle mesure. Selon le rapport de *Yasmin Sooka et al.* de mars 2014, les autorités sri-lankaises à l'aéroport ont accès à des inscriptions dans les bases de données remontant à plusieurs années.¹²⁵ Selon le professeur Anthony Good¹²⁶, les fonctionnaires du service d'immigration reçoivent en règle générale par l'intermédiaire de la base de données informatique la consigne «*Stop*» ou «*Watch*», sans autres informations de fond relatives aux motifs ou au contexte. Le *Criminal Investigation Department* (CID) présent à l'aéroport et le *State Intelligence Service* (SIS) disposent en revanche de ces informations supplémentaires sur les requérant-e-s d'asile renvoyé-e-s. Les fonctionnaires du service d'immigration n'auraient accès à ces informations que sur demande.¹²⁷

Selon Chris Smith, chaque arrestation serait fichée et enregistrée par les autorités. D'après lui, une base de données centralisée serait exploitée par le *Ministry of Rehabilitation*, le SIS et le service secret militaire. Selon Smith, le CID n'aurait cependant pas un accès illimité à cette banque de données, mais pourrait y accéder au cas par cas. A l'aéroport, les bases de données électroniques «*Stop*» et «*Watch*» seraient utilisées.¹²⁸ Smith relève qu'un officier des services de renseignement sri-lankais aurait précisé que les bases de données «*Stop*» et «*Watch*» contiendraient des informations quant aux raisons pour lesquelles un profil est considéré comme suspect par les autorités («*adverse interest*»), ainsi que des données sur les per-

¹²⁰ UK Home Office, Bulletin, Treatment of Returns, Sri Lanka, 20 décembre 2012, p. 44.

¹²¹ Ibid.; Interview avec un avocat sri-lankais sur place en octobre 2014.

¹²² UK, Upper Tribunal (Immigration and Asylum Chamber), GJ and Others, 3 juillet 2013, p. 18.

¹²³ Dr Chris Smith est *Associate Fellow* du *Royal Institute for International Affairs, Chatham House, London*; ainsi que *Visiting Fellow* auprès de l'*Institute of Commonwealth Studies* de Londres et *Visiting Fellow* au *Department of Politics* de l'*University of Bristol*. Il a rédigé divers articles académiques sur le Sri Lanka et a conseillé des décideurs britanniques du *Foreign and Commonwealth Office*, de la *British High Commission in Sri Lanka*, du *Ministry of Defence* et du *Department for International Development* sur le Sri Lanka entre 1992 et 2005.

¹²⁴ UK, Upper Tribunal (Immigration and Asylum Chamber), GJ and Others, 3 juillet 2013, p. 18.

¹²⁵ Yasmin Sooka / BHRC / International Truth & Justice Project, Sri Lanka, An Unfinished War, 21 mars 2014, p. 18.

¹²⁶ Prof. Anthony Good était un membre fondateur du *Centre for South Asian Studies* et est entre autres titulaire d'un doctorat en ethnologie. Il a participé à plusieurs visites d'évaluation au Sri Lanka (2003, 2006 et 2010) et reçoit encore, selon ses propres dires, des informations actuelles sur le Sri Lanka de plusieurs doctorants et d'un collègue académique. Prof. Good a rédigé des rapports d'expertise pour plus de 400 recours relatifs à des demandes d'asile de Sri-lankais et a été consulté comme expert lors des quatre derniers *Sri Lanka Country Guidance* britanniques.

¹²⁷ UK, Upper Tribunal (Immigration and Asylum Chamber), GJ and Others, 3 juillet 2013, p. 31.

¹²⁸ Ibid., p. 32ss.

sonnes et les familles.¹²⁹ La collecte centralisée des données aurait débuté au milieu des années 1990. Lorsque des indications sur une personne arrêtée ont été saisies dans la base de données, elles y demeureront pour le restant de la vie. Lorsqu'une inscription mentionne un mandat d'arrêt, la personne concernée serait alors placée sur la «*Stop List*». La base de données serait disponible pour les autorités à l'aéroport et dans certains postes de police, ainsi qu'au siège du CID à Colombo. Selon Smith, les postes de police n'étaient pas encore tous reliés électroniquement en 2013, mais la mise en place de ce réseau serait prévue.¹³⁰

Accès aux bases de données lors de départs. Smith indiquait en 2013 que les bases de données électroniques contenant des informations sur les profils suspects sont entretemps aussi reliées à l'*Emigration System*.¹³¹ Malcolm Lewis de l'*UK Border Agency* relève qu'une alarme est par conséquent déclenchée lorsque le passeport sri-lankais d'une personne est numérisé sur la «*Watch*»-liste.¹³² Selon plusieurs observateurs, une sortie du pays serait néanmoins possible moyennant corruption, en dépit d'un mandat d'arrêt en cours, de faux documents ou d'autres irrégularités.¹³³ Les pots-de-vin et la corruption constitueraient encore un problème grave et très répandu au Sri Lanka, selon Malcolm Lewis de l'*UK Border Agency*.¹³⁴

Retour avec un *Emergency Travel Document / Laissez-Passer*. Selon divers contacts locaux, les personnes de retour avec un document de voyage temporaire (*Emergency Travel Document, Laissez-Passer, Temporary Travel Document*) sont toujours arrêtées, interrogées et minutieusement contrôlées par les autorités sri-lankaises.¹³⁵ Selon une personne de contact de l'ambassade suisse à Colombo, la représentation diplomatique sri-lankaise en Suisse est informée d'une réservation de vol par les autorités suisses, lorsqu'elle est impliquée dans la vérification de l'identité et de l'origine de la personne concernée et lui délivre un document de voyage de remplacement. La représentation diplomatique sri-lankaise ne délivre le document de remplacement, limité dans le temps, que lorsque la date du vol est connue. Cela touche tant les personnes retournant de manière volontaire que les personnes renvoyées de force.¹³⁶

Selon Smith, l'ambassade sri-lankaise à Londres envoie à Colombo tous les détails concernant les demandes de documents de voyage.¹³⁷ Un document de voyage temporaire représente un indice clair, pour les autorités sri-lankaises, qu'une personne avait auparavant quitté illégalement le pays.¹³⁸ La sortie du pays sans passeport constitue un délit. Une personne avec un laissez-passer est donc suspecte, et ledit document conduirait à des questions relatives au départ. Selon une personne de

¹²⁹ Ibid.

¹³⁰ Ibid., p. 187.

¹³¹ Ibid.

¹³² Ibid., p. 130.

¹³³ OSAR, Sri Lanka, Situation actuelle, 15 novembre 2012, p. 5.

¹³⁴ UK, Upper Tribunal (Immigration and Asylum Chamber), GJ and Others, 3 juillet 2013, p. 130.

¹³⁵ Entretiens avec les personnes de contact B et D de représentations diplomatiques à Colombo ainsi qu'avec la personne de contact d'une organisation internationale sur place en octobre 2014.

¹³⁶ Renseignement e-mail d'une personne de contact de l'ambassade suisse à Colombo du 20 avril 2015.

¹³⁷ UK, Upper Tribunal (Immigration and Asylum Chamber), GJ and Others, 3 juillet 2013, p. 32ss.

¹³⁸ Interview avec la personne de contact D d'une représentation diplomatique à Colombo ainsi qu'avec la personne de contact d'une organisation internationale sur place en octobre 2014.

contact, les personnes concernées sont généralement entendues par le CID.¹³⁹ Si les autorités arrivent à la conclusion qu'il y a violation des dispositions de sortie, elles procèdent ensuite à l'arrestation.¹⁴⁰ Selon un article du *Guardian* du 19 février 2015, les procédures judiciaires relatives à la sortie illégale du Sri Lanka se prolongent souvent sur plusieurs années. Un avocat sri-lankais indique dans le même article que la plupart du temps, les personnes ayant quitté illégalement le pays sont condamnées au versement d'une amende allant jusqu'à 100'000 roupies sri-lankaises (environ 695 francs suisses).¹⁴¹

Renvois forcés. Selon un article du *Guardian* du 19 février 2015, les requérant-e-s d'asile débouté-e-s renvoyé-e-s sous la contrainte sont arrêté-e-s à l'aéroport ou au port correspondant (en cas de renvoi par bateau) et traduit-e-s devant un tribunal, où elles ou ils sont généralement accusés de sortie illégale du pays.¹⁴² Selon les indications fournies par une personne de contact d'une représentation diplomatique à Colombo, ce sont surtout les documents de voyage utilisés qui peuvent jouer un rôle quant à la décision des autorités de procéder à des contrôles supplémentaires. Il serait ainsi possible que des personnes renvoyées de force, mais avec un passeport, puissent entrer normalement dans le pays. Toutefois, lorsque des personnes avec ou sans passeport font l'objet d'un renvoi accompagné par les autorités, elles seraient toujours arrêtées et interrogées par les autorités sri-lankaises.¹⁴³ Selon une personne de contact de l'ambassade suisse, tout-e-s les requérant-e-s d'asile débouté-e-s renvoyé-e-s seraient interrogé-e-s par les autorités d'immigration, la police et le SIS.¹⁴⁴

Information des autorités sur place quant aux renvois prévus. Les accords de réadmission règlent les délais applicables et les canaux par lesquels les autorités sont informées des renvois à venir. Un accord de réadmission entre l'Union européenne et le Sri Lanka est en vigueur depuis mai 2005.¹⁴⁵ Selon les indications obtenues d'une personne de contact en octobre 2014, les autorités britanniques ne signalent par exemple pas explicitement aux autorités sri-lankaises si la personne renvoyée est un-e requérant-e d'asile débouté-e.¹⁴⁶ Même sans accord de réadmission entre la Suisse et le Sri Lanka, il existe une coopération opérationnelle entre

¹³⁹ Interview avec la personne de contact B d'une représentation diplomatique à Colombo en octobre 2014.

¹⁴⁰ Interview avec la personne de contact d'une organisation internationale sur place en octobre 2014.

¹⁴¹ The Guardian, Asylum seekers transferred at sea by Australia to face court in Sri Lanka, 19 février 2015: www.theguardian.com/australia-news/2015/feb/20/asylum-seekers-transferred-at-sea-by-australia-to-face-court-in-sri-lanka

¹⁴² Ibid.

¹⁴³ Interview avec la personne de contact D d'une représentation diplomatique à Colombo en octobre 2014.

¹⁴⁴ UK Home Office, Bulletin, Treatment of Returns, Sri Lanka, 20 décembre 2012, p. 40.

¹⁴⁵ Bundesministerium des Inneren (Deutschland), Abkommen zur Erleichterung der Rückkehr ausreisepflichtiger Ausländer, état au 1er janvier 2015: www.bmi.bund.de/SharedDocs/Downloads/DE/Themen/MigrationIntegration/AsylZuwanderung/RueckkehrFluechtlinge.pdf?__blob=publicationFile; Journal officiel de l'Union européenne, JO L 124 du 17 mai 2005, Décision du Conseil du 3 mars 2005 relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République socialiste démocratique de Sri Lanka concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, Accord entre la Communauté européenne et la République socialiste démocratique de Sri Lanka concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, 17 mai 2005, p. 41-60: http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=OJ:JOL_2005_124_R_0041_01.

¹⁴⁶ Interview avec la personne de contact d'une représentation diplomatique à Colombo en octobre 2014.

les autorités compétentes dans le domaine du retour.¹⁴⁷ Certains indices laissent penser que les représentations diplomatiques sri-lankaises informeraient les autorités sri-lankaises sur place des renvois prévus. Selon le rapport de *Yasmin Sooka et al.* de mars 2014, la représentation diplomatique sri-lankaise à Londres enverrait des indications détaillées concernant toutes les personnes à renvoyer vers Colombo.¹⁴⁸ Les compagnies aériennes doivent en outre faxer par avance aux autorités sri-lankaises les listes de passagers pour les vols en direction de Colombo.¹⁴⁹

Un représentant des autorités migratoires sri-lankaises indiquait en 2012 que les personnes renvoyées étaient identifiées dans le cadre du «*Readmission Case Management System*» et inscrites en conséquence dans la base de données avant leur retour.¹⁵⁰ Selon une personne de contact de l'*Australian High Commission*, les autorités sri-lankaises seraient informées par les compagnies aériennes lorsque celles-ci transportent des personnes renvoyées sous contrainte. Lors de retours volontaires, les compagnies aériennes n'informeraient pas explicitement les autorités sri-lankaises.¹⁵¹ Selon Malcolm Lewis de l'*UK Border Agency*, les compagnies aériennes informent parfois les autorités sri-lankaises quant à des personnes renvoyées spécifiques. Dans ce cas, la personne concernée serait généralement remise aux autorités d'immigration à l'aéroport.¹⁵²

Poursuite des arrestations de personnes renvoyées d'origine tamoule. Selon divers articles parus dans les médias sri-lankais, les forces de sécurité auraient arrêté des Tamoul-e-s renvoyé-e-s, également sous le mandat du nouveau président. Selon les indications des médias, les arrestations semblent souvent être liées à des connexions présumées ou déjà lointaines de la personne renvoyée avec les LTTE.¹⁵³ Un article de *TamilNet* du 31 mai 2015 rapporte par exemple qu'un ancien membre des LTTE âgé de 39 ans a été arrêté à l'aéroport lors de son retour. L'homme serait sorti du Sri Lanka en août 2014. Selon l'article, il aurait quitté les LTTE en 2004 et aurait déjà été arrêté en 2005, puis il aurait depuis lors été constamment harcelé par les services secrets militaires.¹⁵⁴ Un autre exemple ressort d'un article du *Tamil Guardian* du 6 février 2015: deux personnes tamoules de Batticaloa auraient été arrêtées à l'aéroport à leur retour au Sri Lanka. Tous deux auraient été brièvement membres des LTTE. Des proches relèvent cependant que l'affiliation remonte à longtemps.¹⁵⁵ Selon un article de *TamilNet* du 31 mai 2015, durant les cinq premiers

¹⁴⁷ Instrument de la politique en matière de retour, les accords de réadmission visent à garantir la réadmission rapide et en toute sécurité des personnes en situation irrégulière, en réglementant clairement les modalités d'exécution, la procédure et les délais applicables à la Suisse et à l'Etat d'origine. Selon la personne de contact, un accord règle seulement de manière contractuelle des processus qui fonctionnent déjà. L'accord consignerait par exemple les délais applicables et les canaux par lesquels les autorités suisses informeraient les autorités sri-lankaises d'un renvoi prévu. Renseignement e-mail du 10 avril 2015 d'une personne de contact de l'ambassade suisse à Colombo.

¹⁴⁸ Yasmin Sooka / BHRC / International Truth & Justice Project, Sri Lanka, An Unfinished War, 21 mars 2014, p. 19.

¹⁴⁹ UK, Upper Tribunal (Immigration and Asylum Chamber), GJ and Others, 3 juillet 2013, p. 32ss.

¹⁵⁰ UK Home Office, Bulletin, Treatment of Returns, Sri Lanka, 20 décembre 2012, p. 39.

¹⁵¹ Ibid., p. 38.

¹⁵² UK, Upper Tribunal (Immigration and Asylum Chamber), GJ and Others, 3 juillet 2013, p. 18.

¹⁵³ TamilNet, 16 Batticaloa Tamils arrested within last 100 days at Colombo airport, 3 mai 2015: www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=37754.

¹⁵⁴ TamilNet, SL military continues to arrest Tamils from East returning from Middle-East, 31 mai 2015: www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=37792.

¹⁵⁵ Tamil Guardian, Two Tamils arrested on Return to Sri Lanka, 6 février 2015: www.tamilguardian.com/article.asp?articleid=13682.

mois du nouveau gouvernement, les forces de sécurité du Sri Lanka auraient arrêté à l'aéroport plus de 16 personnes tamoules renvoyées originaires de l'est du pays.¹⁵⁶ Selon un article du *Ceylon Today* du 8 mars 2015, le TID aurait arrêté, en janvier et février 2015, environ dix personnes tamoules lors de leur retour au Sri Lanka à l'aéroport *Bandaranaike International Airport*. Ces personnes seraient retournées au Sri Lanka depuis différents pays tels que l'Italie, l'Australie, le Canada et des pays du Moyen-Orient.¹⁵⁷

En mars 2015, Suresh Premachandran, parlementaire et porte-parole du *Tamil National Alliance* (TNA), mettait la diaspora tamoule urgemment en garde par rapport au retour au Sri Lanka. A son avis, il n'y aurait aucun changement concret dans le traitement des personnes retournant au Sri Lanka, la sécurité des Tamoul-e-s ne peut dès lors pas être garantie dans une telle situation.¹⁵⁸ Un activiste des droits humains confirmait à l'OSAR en octobre 2014 le constat déjà décrit dans un précédent renseignement, que les autorités recourent à des photographies et des enregistrements vidéo de participant-e-s à des manifestations ou d'autres activités de protestation à l'étranger pour identifier les personnes lors de leur retour.¹⁵⁹ Une autre personne de contact indiquait en octobre 2014 que le pays spécifique depuis lequel une personne effectue son retour pouvait en définitive aussi être une raison éveillant les soupçons des autorités.¹⁶⁰ Il a déjà été mentionné dans un renseignement précédent que les représentants des autorités sri-lankaises soupçonnent un soutien aux LTTE surtout depuis les pays accueillant une grande communauté de la diaspora tamoule.¹⁶¹ D'après un rapport datant de 2013 publié sur le site web du ministère de la défense sri-lankais, la cinquième plus grande diaspora tamoule au monde se trouve en Allemagne, et la sixième en Suisse, ainsi que plusieurs organisations liées aux LTTE dans les deux pays.¹⁶² Selon le rapport de *Yasmin Sooka et al.*, des personnes touchées¹⁶³ indiquent avoir été arrêtées à la sortie de l'aéroport après avoir passé les contrôles d'immigration. D'autres personnes concernées signalent avoir été arrêtées après leur retour à leur adresse de domicile. Le rapport de *Yasmin Sooka et al.* de mars 2014 mentionne que lorsque des personnes concernées ont pu obtenir leur libération moyennant corruption, la probabilité qu'elles soient enregistrées comme suspectes «non acquittées» augmente. Les personnes ayant accepté les pots-de-vin seraient chargées d'enregistrer les motifs de la libération. Une personne qui apparaît dans le dossier avec la mention «en fuite» ou «disparue» attirerait fortement l'attention des autorités.¹⁶⁴

¹⁵⁶ TamilNet, SL military continues to arrest Tamils from East returning from Middle-East, 31 mai 2015.

¹⁵⁷ Ceylon Today, «Don't return to Sri Lanka», 8 mars 2015.

¹⁵⁸ Ibid.

¹⁵⁹ Interview avec un activiste des droits humains sur place en octobre 2014. Voir aussi OSAR, Risque encouru à cause des activités politiques en exil, 13 août 2013.

¹⁶⁰ Interview avec une personne de contact sur place en octobre 2014.

¹⁶¹ OSAR, Risque encouru à cause des activités politiques en exil, 13 août 2013, p. 3.

¹⁶² Ministry of Defence and Urban Development, Sri Lanka, Evolution of Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) International Network, consulté le: 26 juillet 2013, p. 2s: www.defence.lk/news/pdf/LTTE%20International%20Network.pdf.

¹⁶³ Dans le cadre du rapport, 40 témoins – victimes d'enlèvements, de torture, de viols et de violence sexuelle par les forces de sécurité sri-lankaises – ont été interviewé-e-s. Les exactions ont été commises entre mai 2009 et février 2014, mais plus de la moitié des cas ont eu lieu pendant les années 2013 et 2014. Les témoignages ont été évalués comme parfaitement crédibles par les experts et sont soutenus par des expertises médicales et psychiatriques.

¹⁶⁴ Yasmin Sooka / BHRC/International Truth & Justice Project, Sri Lanka, An Unfinished War, 21 mars 2014, p. 18s.

Arrestations et torture de requérant-e-s d'asile débouté-e-s à leur retour. Dans un article du *Guardian* du 8 juin 2015, les deux activistes des droits humains et représentants de l'église catholique Rayappu Joseph, évêque de Mannar, et Veerasan Yogeswaran, prêtre et avocat de Trincomalee, évoquent qu'il est encore trop tôt pour renvoyer des requérant-e-s d'asile vers le Sri Lanka.¹⁶⁵ *Human Rights Watch* exprimait le 29 janvier 2015 son inquiétude face aux retours forcés de requérant-e-s d'asile vers le Sri Lanka. *Human Rights Watch* et d'autres acteurs auraient ainsi documenté les pratiques de torture perpétrées contre des personnes soupçonnées d'entretenir des liens avec les LTTE. Ceci comprendrait aussi des cas de requérants d'asile déboutés renvoyés de Grande-Bretagne ou d'autres pays.¹⁶⁶ Diverses sources relevaient également, en août et octobre 2014, que plusieurs requérants d'asile sri-lankais déboutés auraient été arrêtés ces dernières années suite à leur retour depuis différents pays.¹⁶⁷ Le rapport de *Yasmin Sooka et al.* de mars 2014 mentionne l'existence de cas documentés de personnes dont la demande d'asile à l'étranger a été rejetée et qui ont ensuite été enlevées par les forces de sécurité après leur retour. En détention, elles auraient subi des tortures et des violences sexuelles à plusieurs reprises, jusqu'à ce qu'elles soient, dans certains cas, libérées moyennant corruption et puissent à nouveau fuir et quitter le pays.¹⁶⁸ Il s'agit aussi de relever l'existence de deux cas dûment documentés de personnes dont la demande d'asile en Suisse avait été rejetée et qui ont été arrêtées à leur retour au Sri Lanka en automne 2013.¹⁶⁹ Certains indices laissent présumer que ces deux personnes auraient été soumises à des mauvais traitements en détention.¹⁷⁰

Enfin, il a été rapporté par diverses sources qu'une partie des requérant-e-s d'asile débouté-e-s renvoyé-e-s au Sri Lanka avaient été arrêté-e-s et accusé-e-s d'avoir quitté illégalement le pays.¹⁷¹ Comme cela a déjà été mentionné plus haut, les personnes touchées semblent la plupart du temps être condamnées à payer une amende lors de telles infractions, souvent à la suite de longues procédures judiciaires.¹⁷²

¹⁶⁵ The Guardian, Asylum seekers should not be sent back to Sri Lanka yet, say religious leaders, 8 juin 2015.

¹⁶⁶ HRW, World Report 2015 – Sri Lanka, 29 janvier 2015: www.hrw.org/world-report/2015/country-chapters/sri-lanka.

¹⁶⁷ Entretiens avec des personnes de contact sur place en octobre 2014; Asylum Research Consultancy (ARC), Sri Lanka COI Query Response, 19 août 2014: www.ecoi.net/file_upload/1930_1413273322_542e89fc4.pdf; The Guardian, Beaten and Spied on, Asylum Seekers Reveal Oppression of Being Returned, 6 août 2014: www.theguardian.com/world/2014/aug/06/beaten-spied-on-asylum-seekers-reveal-oppression.

¹⁶⁸ Yasmin Sooka/BHRC/International Truth & Justice Project, Sri Lanka, An Unfinished War, 21 mars 2014, p. 19.

¹⁶⁹ Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), Arrestation de deux requérants d'asile au Sri Lanka: les rapports sont prêts, 26 mai 2014: www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/aktuell/news/2014/2014-05-26.html; SEM, «Nous n'avons pas suffisamment tenu compte de la situation au Sri Lanka», 26 mai 2014: www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/aktuell/reden-interviews/2014/2014-05-27.html.

¹⁷⁰ Interview avec une personne de contact sur place en octobre 2014; Neue Zürcher Zeitung, Beschwerde in Strassburg, Schweiz soll Misshandlung eines Tamilen in Kauf genommen haben, 25 février 2014: www.nzz.ch/schweiz/tamilen-ausschaffung-strassburg-beschwerde-1.18250922.

¹⁷¹ The Sydney Morning Herald, Sri Lanka arrests 37 asylum seekers sent back to Australia, 29 novembre 2014: www.smh.com.au/national/sri-lanka-arrests-37-asylum-seekers-sent-back-by-australia-20141129-11wj9f.html; Asylum Research Consultancy (ARC), Sri Lanka COI Query Response, 19 août 2014.

¹⁷² The Guardian, Asylum seekers transferred at sea by Australia to face court in Sri Lanka, 19 février 2015.

Surveillance des personnes renvoyées. Selon un article du *Ceylon Today* du 8 mars 2015, les personnes d'origine tamoule peuvent quitter l'aéroport après plusieurs heures d'interrogatoire, si elles ne sont pas arrêtées à leur retour. Elles sont cependant surveillées, selon l'article, par les forces de sécurité après leur arrivée.¹⁷³ Différentes personnes de contact confirmaient, en octobre 2014, la possibilité que des personnes renvoyées soient contrôlées, même si les forces de sécurité les ont laissé entrer librement dans le pays après les interrogatoires à l'aéroport.¹⁷⁴ La personne de contact d'une représentation diplomatique est au courant de cas où les personnes de retour ont, ultérieurement, à nouveau été interrogées et harcelées par le CID et le TID.¹⁷⁵ Le politicien du TNA Suresh Premachandran indiquait en mars 2015 qu'une famille tamoule renvoyée du Canada avait été interrogée à l'aéroport et détenue pendant quatre heures. Les forces de sécurité ont ensuite procédé à leur libération en les informant apparemment qu'il n'y aurait pas d'autre problème. Selon le parlementaire, la famille a cependant été prise en filature par quatre employés du CID à son retour à Jaffna. La famille serait constamment surveillée à Jaffna. Des collaborateurs du CID les auraient en outre convoqués à un interrogatoire supplémentaire dans un lieu inofficiel et isolé. La famille apeurée aurait finalement cherché de l'aide auprès du politicien du TNA. Suite à la demande du porte-parole du TNA, le CID à Colombo aurait indiqué que rien n'était retenu contre la famille. La famille a pu entretemps quitter le pays grâce au soutien du politicien et suivant la recommandation de la *Canadian High Commission*.¹⁷⁶

Différentes personnes de contact relevaient en octobre 2014 qu'un séjour à l'étranger pouvait générer des soupçons et la surveillance de la personne à son retour.¹⁷⁷ La surveillance au niveau local semble contribuer au fait que les personnes ne peuvent pas retourner de manière inaperçue dans leurs villages. Selon les renseignements fournis en octobre 2014 par une personne de contact d'une organisation internationale, les *Civil Defense Committees*, comités locaux largement répandus au Sri Lanka, remarquent par exemple lorsque les personnes retournent dans un village ou s'y installent nouvellement.¹⁷⁸ Selon une ONG locale de défense des droits humains, les personnes qui retournent dans le nord ou l'est sont identifiées et interrogées. Tous les «nouveaux arrivants» seraient immédiatement remarqués.¹⁷⁹ Selon le rapport de *Yasmin Sooka et al.* de mars 2014, toutes les personnes retournant dans la région du Vanni¹⁸⁰ devraient en outre s'enregistrer auprès des autorités.¹⁸¹ Une personne de contact d'une organisation internationale indique que les personnes doivent s'enregistrer auprès des représentants des autorités locales¹⁸² à leur retour, afin d'obtenir une carte d'identité, s'inscrire comme électeur ou encore

¹⁷³ Ceylon Today, «Don't return to Sri Lanka», 8 mars 2015.

¹⁷⁴ Interview avec une personne de contact et la personne de contact D d'une représentation diplomatique à Colombo en octobre 2014.

¹⁷⁵ Interview avec la personne de contact D d'une représentation diplomatique à Colombo en octobre 2014.

¹⁷⁶ Ceylon Today, «Don't return to Sri Lanka», 8 mars 2015.

¹⁷⁷ Entretiens avec différentes personnes de contact sur place en octobre 2014.

¹⁷⁸ Interview avec la personne de contact d'une organisation internationale sur place en octobre 2014.

¹⁷⁹ Interview avec la personne de contact d'une ONG de défense des droits humains sur place en octobre 2014.

¹⁸⁰ Mullaitivu est aussi située dans la région du Vanni, dans la province du nord. Avant la fin du conflit, cette région était encore sous le contrôle des LTTE.

¹⁸¹ Yasmin Sooka / BHRC/International Truth & Justice Project, Sri Lanka, An Unfinished War, 21 mars 2014, p. 19.

¹⁸² *Grama Sevaka, Grama Niladhari*.

avoir accès aux prestations publiques (aides de l'Etat).¹⁸³ Selon une étude de l'UNHCR datant de 2011, 75 pourcent des personnes retournant volontairement depuis l'étranger¹⁸⁴ ont finalement été contactées à la maison par des militaires ou la police pour d'autres enregistrements. 26 pourcent des personnes ont été consultées à plusieurs reprises par les forces de sécurité.¹⁸⁵

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur le Sri Lanka et d'autres pays d'origine des réfugiés sous www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR s'engage pour que la Suisse respecte le droit à la protection contre les persécutions ancré dans la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, l'OSAR est l'association faitière nationale des organisations d'aide aux réfugiés. Son travail est financé par des mandats de la Confédération et par le soutien bénévole de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

L'OSAR-Newsletter vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.fluechtlingshilfe.ch/actualite/newsletter

¹⁸³ Renseignement e-mail d'une personne de contact d'une organisation internationale sur place du 25 mai 2015.

¹⁸⁴ Toutes les personnes retournées, interrogées dans le cadre de l'étude, sont revenues depuis l'Inde vers le Sri Lanka.

¹⁸⁵ Yasmin Sooka/BHRC/International Truth & Justice Project, Sri Lanka, An Unfinished War, 21 mars 2014, p. 19.